

Avril-Mai 2024

## NOUS DEMANDONS LA CREATION D'UNE COMMISSION CANTORIEL

**C**es derniers mois nous avons été interpellé.e.s par les salarié.e.s concernant Cantoriel, la comptabilisation et paiement des heures supplémentaires ou encore les congés. Leur discours dénote d'une incompréhension du fonctionnement de cantoriel. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé d'y voir plus clair. Certain.e.s salarié.e.s passent des heures, des jours et des semaines à essayer de suivre au jour le jour le comportement de cantoriel, en faisant des captures d'écrans, en essayant de poser des questions à droite et à gauche, en faisant des calculs, en recherchant des décrets... C'est-à-dire que les travailleurs.euses du Samusocial de Paris, se doublent d'un travail « RH » qui ne leur incombe pas, mais qu'ils se sentent obligé.e.s de faire pour y voir plus clair. Il s'agit tout de même de leurs droits. Et personne ne semble pouvoir apporter une réponse satisfaisante. Les syndicats n'ont pas plus d'informations à partager que cela.

Les témoignages que nous avons, nous montrent comment les salarié.e.s ou leurs représentant.e.s, se perdent dans les limbes d'explications incohérentes, contradictoires ou tout simplement se retrouvent face à un mur du silence. Tel ou telle salarié.e posera des questions à son ou sa cadre au sujet d'heures supplémentaires à valider qui semblent s'être volatilisées du jour au lendemain, sur cantoriel, sans explication. Le ou la cadre, s'ils répondent, renvoient souvent aux services RH, qui renvoient à leur tour aux responsables de site, puis aux responsables de planification, qui à leur tour renvoient de nouveaux aux RH... et on tourne en rond. Chaque service a un discours différent, souvent contradictoire.

C'est une forme de maltraitance et nous le dénonçons. Les salarié.e.s en souffrent et se sentent abandonné.e.s. Les impacts sont concrets : impossibilité de se faire payer des heures supplémentaires, pas de visibilités sur les congés ou les RTT, ce qui implique de ne pas pouvoir se projeter dans sa vie privée, par exemple. Tout ceci est anxiogène et est un facteur aggravant des risques psycho-sociaux, détériorant considérablement les conditions de travail.

Face à ce chaos, SUD a demandé la création d'une « Commission Cantoriel transverse et pluridisciplinaire » qui pourrait être saisie par les salarié.e.s. Une sorte de Commission Consultative Paritaire (CCP). Cette commission serait formée de la DRH, des responsables de planification, des N+1, des responsables de site, du service paie, des syndicats et les salarié.e.s concernés. L'idée étant que le ou la salarié.e puisse voir son cas étudié, avec toutes les parties concernées, autour de la table. Et les yeux dans les yeux, chaque service donnera sa version et les contradictions et incohérences

pourront être débattues en direct, et non pas évincées sans qu'une réponse concrète soit donnée. Malheureusement notre demande de création de cette Commission Cantoriel n'a pas été entendue, et nous sommes pour le moment minoritaires. Nous appelons donc les autres syndicats à nous soutenir sur cette question, pour le bien des salarié.e.s.

## JO, COMME "JEUNESSE OUBLIEE"

**P**lusieurs associations dénoncent le nettoyage social par la préfecture et Paris en vue des Jeux Olympiques. Depuis deux ans les hôteliers, contents de remplir leurs chambres durant le Covid19 avec des familles 115, expulsent en vue des JO. Actuellement, ce sont les mineurs isolés de Belleville qui sont harcelés et expulsés. Nous dénonçons ce nettoyage social et appelons à les soutenir.

## CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

**C**e qui se passe à Gaza est extrêmement grave et nous sommes très inquiets et inquiètes par les alertes lancées à l'ONU, les mises en garde de la part de la Cour Pénale Internationale ou autres institutions, vis-à-vis du gouvernement israélien. Les médias nous portent aussi leur lot d'horreurs.

Nous avons été terrifié.e.s quand les journaux nous ont montré les attaques perpétrées par la branche armée du Hamas le 7 octobre dernier. Et nous dénonçons le terrorisme. La guerre doit cesser. Il faut libérer les otages et un cessez-le-feu immédiat. Si nous nous taisons, nous nous rendons complices.

Comme le disait l'ancien président du Samusocial de Paris, Xavier Emmanuelli, lors d'un interview sur FranceInfo, « *peu importe qui a tort ou raison, il faut cesser les bombardements* ». Nous rappelons qu'un médecin de Médecin Sans Frontière a trouvé la mort dans le bombardement de l'hôpital à Gaza, par l'armée israélienne.

Nous sommes inquiets et inquiètes également de la tournure que peuvent prendre les mobilisations en soutien aux civils, et l'instrumentalisation politique qui peut en être faite. Il y a beaucoup de haine dans les médias et les réseaux sociaux, avec des appels au meurtre et des simplifications dangereuses avec un risque réel d'atteinte aux personnes.

Il ne s'agit pas d'une guerre de religions. Nous dénonçons tous les intégrismes, toutes les extrêmes-droite de par le monde, le racisme et la xénophobie. Il s'agit du droit à l'autodétermination des peuples. Que ce soit une solution à deux états, ou un état binational, ou on ne sait quoi d'autre, chaque peuple a le droit d'exister et de s'épanouir du fruit de son travail, à égalité, dans la dignité.

